

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

NLSAUF n° 00068
07/02/2018

- VU la Constitution ;
- VU le décret n°2016-001/PRES du 6 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2017-0075/PRES/PM du 20 février 2017 portant remaniement du Gouvernement ;
- VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017 portant attribution des membres du Gouvernement ;
- VU la loi n°004-2015/CNT du 03 mars 2015 portant prévention et répression de la corruption au Burkina Faso ;
- VU la loi n°051-2015/CNT du 30 août 2015 portant droit d'accès à l'information publique et aux documents administratifs ;
- VU le décret n°2018-0049/PRES/PM/MFPTPS/MINEFID du 01 février 2018 portant adoption de la Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance 2018-2027 ;
- VU le décret n°2016-344/PRES/PM/MFPTPS du 04 mai 2016 portant organisation et fonctionnement du Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale ;

Sur proposition du Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale ;

Le Conseil des ministres entendu en sa séance du 30 novembre 2017 ;

DECRETE

Article 1 : Est adopté le Plan d'actions triennal 2018-2020 de la Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance 2018-2027 dont le document est joint en annexe.

Article 2 : Le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale et le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 08 février 2018



Roch Marc Christian KABORE

Le Premier Ministre



Paul Kaba THIEBA

Le Ministre de la Fonction Publique,
du Travail et de la Protection Sociale



Clément Pengdwendé SAWADOGO

Le Ministre de l'Economie, des Finances
et du Développement



Hadizatou Rosine COULIBALY/ SORI

Abstract



224.54.3

November 20

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	iiii
INTRODUCTION	1
I. RAPPEL DE LA VISION ET DES OBJECTIFS DE LA SNPG	3
1.1. VISION.....	3
1.2. OBJECTIFS DE LA STRATEGIE	3
1.2.1. Objectif global.....	3
1.2.2. Objectifs stratégiques.....	3
II. AXES STRATEGIQUES	3
II.1. PROMOTION DE LA PRIMAUTE DU DROIT.....	4
II.1.1. Objectif spécifique 1 : veiller au respect de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs	4
II.1.2. Objectif spécifique 2 : améliorer l'accessibilité de la justice.....	5
II.1.3. Objectif spécifique 3 : suivre le respect des engagements sous régionaux et internationaux	5
II.1.4 : Objectif spécifique 4 : renforcer la gouvernance au sein des forces de défense et de sécurité.....	6
II.2. PROMOTION DE LA TRANSPARENCE ET DE LA RESPONSABILITE	6
II.2.1. Objectif spécifique 1 : améliorer la transparence dans la gestion des actions de développement	6
II.2.2. Objectif spécifique 2: renforcer la responsabilité des acteurs de la gouvernance	7
II.3. RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION ET DE L'EQUITE	8
II.3.1. Objectif spécifique 1: améliorer la participation des citoyens aux actions de développement	8
II.3.2. Objectif spécifique 2: promouvoir l'équité	9
II.4. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET PROMOTION DE LA PERFORMANCE	9
II.4.1. Objectif spécifique 1: renforcer la lutte contre la corruption.....	10
II.4.2. Objectif spécifique 2 : accroître la performance des structures publiques	10
II.5. PILOTAGE DE LA STRATEGIE.....	11
II.5.1. Objectif spécifique 1 : piloter et coordonner les actions de la stratégie	11
II.5.2. Objectif spécifique 2 : assurer la communication et le financement	11
III. DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE ET SUIVI-EVALUATION.....	12
III.1. INSTRUMENTS DE MISE EN ŒUVRE	12
III.2. CADRE ORGANISATIONNEL	12
III.3. SUIVI- EVALUATION.....	14
III.3. 1. Suivi physique et financier	14
III.3. 2. Evaluation des effets ou impacts	14
IV. PLAN DE FINANCEMENT	15
V. HYPOTHESES/RISQUES ET PLAN DE MITIGATION.....	16
V.1. INSTABILITÉ POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE	16
V.2. NON ADHÉSION DES ACTEURS.....	17
V.3. INCERTITUDE DU FINANCEMENT.....	17
V.4. INSÉCURITÉ.....	18
V.5. PERSISTANCE DE L'INCIVISME.....	19
VI. PLAN D' ACTIONS ET DE FINANCEMENT (2018 – 2020) (en milliers FCFA)	20

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AMU	: Assurance maladie universelle
AN	: Assemblée nationale
ASCE/LC	: Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption
CENI	: Commission électorale nationale indépendante
CENTIF	: Cellule nationale de traitement des informations financières
CN-MABG	: Conseil national de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance
CNPD	: Commission nationale de planification du développement
CNT	: Conseil national de la transition
CP-MABG	: Comité de pilotage de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance
CSC	: Conseil supérieur de la communication
CSD	: Cadre sectoriel de dialogue
DCPM	: Direction de la communication et de la presse ministérielle
DGESS	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGFP	: Direction générale de la fonction publique
EPU	: Examen périodique universel
FDS	: Forces de défense et de sécurité
IGF	: Inspection générale des finances
ITS	: Inspection technique des services
MAEC-BE	: Ministère des affaires étrangères, de la coopération et des burkinabés de l'étranger
MATD	: Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation
MCRP	: Ministère de la communication et des relations avec le parlement
MDENP	: Ministère du développement, de l'économie numérique et des postes
MDNAC	: Ministère de la défense nationale et des anciens combattants
MEEVCC	: Ministère de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique
MFPTPS	: Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale
MFSNF	: Ministère de la femme, de la solidarité nationale et de la famille
MICA	: Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat
MINEFID	: Ministère de l'économie, des finances et du développement
MJDHPC	: Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique
MJFIP	: Ministère de la jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelle
ONG	: Organisation non gouvernementale
OSC	: Organisation de la société civile
PA/PNRJ	: Plan d'actions du pacte national pour le renouveau de la justice
PM	: Premier ministre
PNDES	: Plan national de développement économique et social
PTA	: Plan de travail annuel
PTF	: Partenaire technique et financier

REN-LAC	: Réseau national de lutte anti-corruption
RSE	: Responsabilité sociétale et environnementale
SNOAT	: Stratégie nationale d'organisation et d'administration du territoire
SNPG	: Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance
SP-CSM	: Secrétariat permanent du conseil supérieur de la magistrature
SP-MABG	: Secrétariat permanent de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance
TB	: Tableau de bord
TGI	: Tribunal de grande instance
TIC	: Technologie de l'information et de la communication
TPEE	: Tableau prévisionnel des emplois et des effectifs

INTRODUCTION

Le Plan national de développement économique et social (PNDES) consacre, en son axe 1, la bonne gouvernance comme étant une des orientations à suivre en vue d'instaurer des institutions fortes et une administration moderne garantissant la paix, la sécurité, la justice et les droits humains pour tous les Burkinabé. La Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance (SNPG) 2018-2027 vient ainsi réaffirmer la volonté du gouvernement dans ce domaine de disposer d'un cadre d'orientation en matière de promotion de la bonne gouvernance.

La gouvernance comprend traditionnellement quatre (04) domaines que sont la gouvernance politique, administrative, économique et locale qui sont traités dans les cadres sectoriels de dialogue (CSD). C'est ainsi que les questions de transparence et de lutte contre la corruption sont suffisamment traitées par la politique du secteur de la gouvernance économique. De même, la politique du secteur de la justice et des droits humains et celle de la gouvernance administrative et locale traitent respectivement des questions de primauté du droit et d'efficacité de l'administration et de la promotion du développement local.

Par conséquent, les actions opérationnelles de promotion de la bonne gouvernance sont menées dans ces secteurs. Ainsi, le présent plan d'actions ne prend pas en compte ces actions opérationnelles mais se donne pour ambition de suivre, de contrôler et d'interpeller les sectoriels dans la mise en œuvre des activités de promotion de la bonne gouvernance. Il s'agit également à travers ce plan de mener des activités stratégiques de promotion de bonne gouvernance non prises en compte par les sectoriels à l'intention des acteurs étatiques et non étatiques.

Le présent document est le premier plan d'actions triennal de la stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance 2018-2027. Il couvre la période 2018-2020.

La stratégie étant orientée vers une démarche du « faire faire », la mise en œuvre du plan d'actions permettra à terme d'évaluer les effets/impacts engrangés en matière de promotion de la bonne gouvernance.

Le plan d'actions triennal 2018-2020 est articulé autour des points suivants :

- **rappel de la vision et des objectifs de la SNPG ;**
- **axes stratégiques ;**
- **dispositif de mise en œuvre et suivi-évaluation ;**
- **plan de financement ;**
- **hypothèses /risques et plan de mitigation ;**
- **matrice des activités du Plan d'actions triennal.**

I. RAPPEL DE LA VISION ET DES OBJECTIFS DE LA SNPG

I.1. Vision

Au regard du diagnostic et des défis à relever pour la promotion des principes de la bonne gouvernance au Burkina Faso, la vision de la SNPG est formulée comme suit *« le Burkina Faso, un Etat de droit démocratique, fondé sur des institutions fortes, respectueux des principes de bonne gouvernance pour un développement harmonieux et intégré à l'horizon 2027 »*.

I.2. Objectifs de la stratégie

I.2.1. Objectif global

La stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance a pour objectif global : *« Promouvoir les principes de bonne gouvernance dans la mise en œuvre des actions de développement »*.

I.2.2. Objectifs stratégiques

Les objectifs stratégiques de la stratégie nationale de la promotion de bonne gouvernance visent à :

- créer les conditions favorables à l'expression du droit ;
- promouvoir la transparence et la responsabilité ;
- renforcer la participation et l'équité ;
- lutter contre la corruption et promouvoir une culture d'efficacité et d'efficience dans la gestion des affaires publiques.

II. AXES STRATEGIQUES

Pour relever les défis en matière de promotion des principes de la bonne gouvernance, quatre (04) axes stratégiques ont été identifiés :

- Axe 1 : Promotion de la primauté du droit ;
- Axe 2 : Promotion de la transparence et de la responsabilité ;
- Axe 3 : Renforcement de la participation et de l'équité ;
- Axe 4 : Lutte contre la corruption et promotion de la performance ;

- **Axe 5 : Pilotage de la stratégie.**

II.1. Promotion de la primauté du droit

L'accès à la justice, la séparation des pouvoirs et le respect des engagements nationaux et internationaux constituent des enjeux majeurs en matière de promotion de la bonne gouvernance.

Conscient des attentes des citoyens sur la question de justice, d'équité et du respect du droit, l'Etat s'est engagé dans la promotion de la primauté du droit.

La promotion de la primauté du droit vise les objectifs spécifiques suivants :

- veiller au respect de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs ;
- améliorer l'accessibilité de la justice ;
- suivre le respect des engagements sous régionaux et internationaux ;
- renforcer la gouvernance au sein des forces de défense et de sécurité.

II.1.1. Objectif spécifique 1 : veiller au respect de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs

Il s'agira à travers cet objectif de veiller au respect de l'équilibre des pouvoirs à travers une réelle séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), mais aussi de renforcer la liberté d'opinion et d'expression au Burkina Faso

Les actions à réaliser pour l'atteinte de cet objectif sont :

- le renforcement de l'indépendance de la justice ;
- le renforcement de la liberté d'opinion/expression;
- le renforcement des capacités des différents pouvoirs sur l'équilibre des pouvoirs.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement:

- l'indépendance de la justice est renforcée ;
- la liberté d'opinion ou d'expression est renforcée ;
- les capacités des différents pouvoirs sont renforcées.

II.1.2. Objectif spécifique 2 : améliorer l'accessibilité de la justice

L'accessibilité de la justice est l'un des éléments fondamentaux de bonne gouvernance. Il importe de veiller à ce que les conditions d'une accessibilité physique, financière et psychologique soient améliorées et de reformer le système de justice par de nouvelles approches adaptées.

L'atteinte de cet objectif nécessite les actions suivantes :

- l'amélioration de l'accès physique, financier et psychologique à la justice ;
- l'amélioration du fonctionnement des juridictions.

Pour un meilleur accès à la justice, les résultats suivants sont attendus respectivement de chaque action:

- l'accès physique, financier et psychologique à la justice est amélioré,
- les performances des juridictions sont améliorées.

II.1.3. Objectif spécifique 3 : suivre le respect des engagements sous régionaux et internationaux

A travers cet objectif spécifique, la Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance veillera au suivi du respect des engagements pris par l'Etat à travers la sensibilisation des acteurs et le suivi de la mise en œuvre des engagements.

Les principales actions à mener dans le cadre du suivi du respect des engagements sous régionaux et internationaux sont :

- la sensibilisation des acteurs sur le respect des engagements ;
- le suivi de la mise en œuvre des engagements ;
- l'amélioration de la capacité de négociation.

Les résultats attendus sont respectivement:

- les acteurs sont sensibilisés au respect des engagements ;
- la mise en œuvre des engagements est suivie ;
- les techniques de négociation sont maîtrisées.

II.1.4 : Objectif spécifique 4 : renforcer la gouvernance au sein des forces de défense et de sécurité

Il s'agit d'améliorer la gouvernance au sein des forces de défense et de sécurité à travers une bonne gestion des questions de défense et sécurité, la promotion des valeurs de l'éthique et de la déontologie militaire.

Les principales actions à mener en matière de renforcement de la gouvernance dans le secteur de la défense et de la sécurité sont :

- le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité ;
- le renforcement de l'éthique et de la déontologie.

Pour ce faire, les résultats attendus sont les suivants :

- les capacités des forces de défense et de sécurité sont renforcées ;
- l'éthique et la déontologie militaire sont renforcées.

II.2. Promotion de la transparence et de la responsabilité

La société burkinabè a connu de profondes mutations ces deux (02) dernières décennies. Les mentalités des populations ont beaucoup évolué. Elles sont de plus en plus soucieuses et regardantes de la gestion des affaires publiques. Elles demandent désormais à être informées, à être impliquées dans cette gestion et aussi à pouvoir interpellier les personnes qui en ont la charge. Elles sont également promptes à user de violences et d'actes répréhensibles pour se faire entendre.

Conscients des insuffisances, les gouvernants ont intégré la saine gestion des affaires publiques dans bon nombre de politiques.

Il s'agira à travers cet axe :

- d'améliorer la transparence dans la gestion des actions de développement ;
- de renforcer la responsabilité des acteurs de la gouvernance.

II.2.1. Objectif spécifique 1 : améliorer la transparence dans la gestion des actions de développement

La transparence dans l'administration publique, ainsi que les actions du gouvernement sont des exigences du citoyen et des partenaires techniques et

financiers. Dans cet objectif, il s'agira de mener des actions visant à promouvoir auprès des responsables, à quelques niveaux que ce soit, une culture de reddition de compte, et permettre au citoyen d'avoir une meilleure compréhension de l'action publique.

Pour atteindre cet objectif spécifique, les actions suivantes seront réalisées :

- l'amélioration de l'accès à l'information aux citoyens ;
- le renforcement des mécanismes de recours au profit du citoyen et des institutions.

Il est essentiellement attendu deux (02) résultats de la mise en œuvre des actions que sont:

- les citoyens ont un meilleur accès à l'information ;
- les mécanismes de recours sont renforcés au profit du citoyen et des institutions.

II.2.2. Objectif spécifique 2: renforcer la responsabilité des acteurs de la gouvernance

Pour une meilleure mise en œuvre des actions de développement, la bonne gouvernance est exigée à tous les niveaux. Autant les responsables doivent rendre compte de leurs actions, faire preuve de probité, d'un sens élevé du service public, autant les populations, le secteur privé et les OSC doivent participer au développement par un comportement responsable et citoyen. Dans un contexte où on observe de plus en plus un désengagement de l'Etat de certains domaines de gouvernance et une faible responsabilisation des acteurs de développement, il est plus qu'urgent de prendre des mesures pour renforcer la responsabilité de tous les acteurs.

Les actions suivantes sont prévues pour l'atteinte de cet objectif :

- l'amélioration de la redevabilité des responsables administratifs et politiques ;
- l'amélioration de la citoyenneté responsable ;
- l'amélioration de l'application des recommandations administratives des contrôles ;

- l'amélioration de la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement :

- la redevabilité des responsables administratifs et politiques est accrue;
- la citoyenneté responsable est améliorée;
- les contrôles sont effectifs et les sanctions sont appliquées;
- la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises est améliorée.

II.3. Renforcement de la participation et de l'équité

Il s'agit ici de la possibilité donnée aux citoyens et aux organisations d'intervenir directement ou à travers leurs représentants au processus de prise de décisions sur les questions de développement. Cette participation des citoyens dans la mise en œuvre des actions de développement, contribue à la prise en compte de certaines couches de la société dans les sphères de décision. Cet axe vise deux (02) objectifs spécifiques à savoir : améliorer la participation des citoyens aux actions de développement et promouvoir l'équité.

II.3.1. Objectif spécifique 1: améliorer la participation des citoyens aux actions de développement

Il s'agit de permettre à tous les citoyens de participer à la construction de la nation. Cela se fera à travers cinq (05) actions prioritaires que sont :

- le renforcement des capacités des citoyens et des Organisations de la société civile (OSC) pour leur participation à la gestion des affaires publiques ;
- le renforcement de la participation des acteurs au développement local ;
- le renforcement de la participation des burkinabè aux processus électoraux ;
- l'amélioration de la participation des burkinabè de l'extérieur au développement du pays ;
- le renforcement et l'opérationnalisation des cadres de promotion de dialogue.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement:

- les capacités des citoyens sont renforcées ;
- la participation des acteurs au développement local est renforcée ;
- la participation des burkinabè aux processus électoraux est renforcée ;
- la participation des burkinabè de l'extérieur au développement du pays est améliorée ;
- les cadres de promotion de dialogue sont opérationnels.

II.3.2. Objectif spécifique 2: promouvoir l'équité

Dans le cadre de la promotion de l'équité, il est attendu la mise en œuvre des actions ci-après :

- l'accès équitable aux opportunités d'emplois et de création de richesses ;
- le traitement équitable dans la motivation des agents publics ;
- le renforcement de l'accès équitable aux services sociaux de base (eau potable, assainissement, éducation, santé) ;
- la répartition équitable des ressources pour réduire les disparités régionales.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement :

- l'accès aux opportunités de création d'emplois et de richesses est équitable ;
- les agents publics sont équitablement traités et motivés ;
- l'accès équitable aux services sociaux de base (eau potable, assainissement, éducation, santé) est renforcé ;
- les disparités régionales sont réduites.

II.4. Lutte contre la corruption et promotion de la performance

Pour assurer le développement d'une administration moderne et performante, et un service public orienté vers la satisfaction du citoyen, il est indispensable de promouvoir l'efficacité et l'efficience dans les actions de développement, d'une part et d'autre part, de renforcer la lutte contre la corruption.

Cet axe vise deux (02) objectifs spécifiques qui sont : renforcer la lutte contre la corruption et promouvoir la performance dans les structures publiques.

II.4.1. Objectif spécifique 1: renforcer la lutte contre la corruption

En matière de lutte contre la corruption, les actions suivantes seront menées :

- l'éducation, l'information et la sensibilisation des citoyens sur les méfaits et le dispositif de prévention et de répression de la corruption ;
- le suivi des actions de lutte contre la corruption.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement :

- les méfaits et le dispositif de prévention et de répression de la corruption sont connus par les acteurs ;
- les actions de lutte contre la corruption sont suivies.

II.4.2. Objectif spécifique 2 : accroître la performance des structures publiques

Dans le cadre de la promotion de la performance, les actions majeures à mener sont :

- la gestion rationnelle des ressources humaines de la fonction publique;
- l'optimisation de la gestion des ressources matérielles ;
- l'amélioration de la conception des politiques publiques ;
- la promotion de l'e-gouvernance ;
- la promotion d'une administration publique républicaine.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement :

- les ressources humaines de la fonction publique sont gérées rationnellement ;
- l'utilisation des ressources matérielles est optimale ;
- la conception des politiques publiques est améliorée ;
- l'e-gouvernance est promue ;
- les valeurs et les principes de service public sont promus.

II.5. Pilotage de la stratégie

Le pilotage de la stratégie consistera à définir les outils et les mécanismes qui permettront d'opérationnaliser la stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance. Cet axe vise deux (02) objectifs spécifiques qui sont : piloter et coordonner les actions de la stratégie et assurer la communication et le financement

II.5.1. Objectif spécifique 1 : piloter et coordonner les actions de la stratégie

Les actions majeures à mener pour atteindre cet objectif sont :

- coordination et pilotage ;
- planification, suivi évaluation ;
- formation des acteurs chargés de la mise en œuvre de la stratégie ;
- renforcement des capacités du SP-MABG.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement :

- les actions de la stratégie sont pilotées et coordonnées ;
- les actions de la stratégie sont planifiées, suivies et évaluées ;
- les acteurs chargés de la mise en œuvre de la SNPG sont formés ;
- les capacités du SP-MABG sont renforcées.

II.5.2. Objectif spécifique 2 : assurer la communication et le financement

Les actions majeures à mener pour atteindre cet objectif sont :

- communication et information sur la stratégie ;
- financement de la stratégie.

Les résultats attendus de ces actions sont respectivement :

- la communication et l'information ;
- le financement de la stratégie est assuré.

III. DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE ET SUIVI-EVALUATION

La SNPG se veut un référentiel en matière de promotion de bonne gouvernance et un instrument privilégié de dialogue pouvant contribuer à la promotion des principes de bonne gouvernance au Burkina Faso pour la période 2018-2027.

III.1. INSTRUMENTS DE MISE EN ŒUVRE

L'opérationnalisation de la SNPG se fera d'une part, par les politiques sectorielles des ministères concernés en cohérence avec les effets attendus de l'axe 1 du Plan national de développement économique et social (PNDES) et d'autre part, à travers un plan d'actions triennal glissant assorti de Plans de travail annuel (PTA).

Les plans d'actions seront des outils de coordination et de suivi évaluation de la prise en compte des principes de bonne gouvernance par les sectoriels. Ils mettront l'accent sur les orientations stratégiques dont la prise en compte par les sectorielles contribueront à l'atteinte des résultats attendus en matière de promotion des principes de bonne gouvernance.

III.2. CADRE ORGANISATIONNEL

La coordination de la mise en œuvre de la stratégie se fera à travers la mise en place d'un dispositif de pilotage de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance. Ce dispositif est composé d'organes de décision et d'organes techniques.

III.2.1. Organes de décision

Les organes de décision sont composés d'un Conseil national de modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance (CN-MABG) et d'un Comité de pilotage de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance (CP-MABG).

- ✓ **Le Conseil national de la modernisation de l'administration et de la promotion de la bonne gouvernance** est l'organe de coordination, d'orientation et de suivi de l'exécution de la stratégie. Il est présidé par le Premier Ministre et est composé de responsables des départements ministériels et d'institutions, des représentants des Organisations non

gouvernementale, des syndicats, des Organisations de la société civile, du secteur privé, des collectivités territoriales et des Partenaires techniques et financiers.

- ✓ **Le Comité de pilotage de la modernisation de l'administration et de la promotion de la bonne gouvernance** a pour mission de suivre la mise en œuvre de la SNPG à travers le suivi et l'évaluation des actions retenues dans les différents plans d'actions. A ce titre, il est chargé notamment de donner des directives au SP/MABG et aux DGESS pour la conduite des actions qui leur incombent, de la validation des Plans de travail annuel, du rapport d'activités annuel et des documents à soumettre au Conseil national.

III.2.2. Organes techniques

Les organes techniques sont composés du Secrétariat permanent de la modernisation de l'administration et de la promotion de la bonne gouvernance (SP-MABG) et des Directions générales des études et des statistiques sectorielles (DGESS).

- **Le Secrétariat permanent de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance**, structure du MFPTPS est l'organe technique de coordination, du suivi et d'évaluation de la stratégie. Il joue un rôle de veille et d'interpellation sur le respect des principes de bonne gouvernance par les sectoriels. Il est chargé notamment de préparer les dossiers des sessions du Conseil national et du Comité de pilotage et de produire les rapports desdites sessions, suivre et évaluer la mise en œuvre des plans d'actions et du respect de la programmation des activités, suivre la mise en œuvre des recommandations de la session du Conseil national et du Comité de pilotage et de préparer les dossiers desdites sessions.
- **Les Directions générales des études et des statistiques sectorielles** sont chargées de recenser les actions menées par les sectoriels et d'autres acteurs intervenant dans le domaine de la gouvernance, de faire exécuter les études et travaux sectoriels concernant la mise en œuvre de la stratégie dans leurs domaines respectifs de compétence, de suivre la mise en œuvre des

recommandations du Conseil national au sein des départements ministériels, d'assurer l'élaboration et l'exécution des plans d'actions triennaux de la stratégie.

Des textes viendront éclairer davantage le fonctionnement et la composition du dispositif de pilotage de la modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance et le rôle de chaque acteur.

III.3. SUIVI- EVALUATION

Le suivi-évaluation constitue un des maillons importants de la conduite de l'action publique afin de permettre la redevabilité. A ce titre, un mécanisme sera mis en place pour le suivi physique et financier et l'évaluation des effets ou impacts de la SNPG. Un décret viendra préciser le mécanisme de suivi-évaluation de la SNPG et le rôle de chaque acteur.

III.3. 1. Suivi physique et financier

Le suivi de la mise en œuvre de la SNPG couvrira les aspects techniques et financiers avec pour objectif de collecter et analyser les données pour fournir des éléments d'appréciation de la gouvernance au Burkina Faso. Il s'agira d'élaborer, en collaboration avec les acteurs (départements ministériels, institutions, OSC, ONG, syndicats, etc.) de mise en œuvre du plan d'actions, un manuel de suivi-évaluation de la stratégie assorti des différents outils de collecte d'informations et des canevas-type de programmation (cadre de mesure de performance, PTA) et de rapportage (rapport annuel de performance).

Les informations collectées porteront sur les progrès réalisés en termes de respect des principes de la bonne gouvernance, le niveau d'atteinte des objectifs ou résultats énoncés afin de produire annuellement un rapport sur l'état de la gouvernance.

III.3. 2. Evaluation des effets ou impacts

L'évaluation se fera tous les trois (03) ans sur la base d'indicateurs appropriés. Elle portera sur les éléments suivants : la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'impact et la pérennité des résultats, l'opérationnalité et l'effectivité de la coordination des activités entrant dans la mise en œuvre de la SNPG.

Ces évaluations pourraient être internes ou externes. Elles auront pour objectif de porter un jugement sur les résultats atteints sur la mise en œuvre de la SNPG et de formuler des recommandations suivant des éléments d'appréciations objectifs. Le comité de pilotage donnera en temps opportun l'orientation à suivre.

IV. PLAN DE FINANCEMENT

La mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du Plan d'actions triennal 2018-2020 tient compte des opportunités de financement qu'offrent les différents acteurs à savoir l'Etat, les Partenaires techniques et financiers, le secteur privé, les collectivités territoriales et les organisations de la société civile.

Le coût total de mise en œuvre du plan d'actions de la stratégie nationale de promotion de bonne gouvernance pour la période 2018-2020 s'élève à quatre milliards cent quarante un millions (4 141 000 000) de francs CFA. La répartition par axe se présente comme suit :

Axe 1 : Promotion de la primauté du droit s'élève à 791 000 000 F CFA

Axe 2 : Promotion de la transparence et de la responsabilité s'élève à 350 000 000 FCFA

Axe 3 : Renforcement de la participation et de l'équité s'élève à 1 145 000 000 FCFA

Axe 4 : Lutte contre la corruption et promotion de la performance s'élève à 1 244 000 000 F CFA

Le coût du Pilotage du premier plan d'actions de la stratégie est évalué à 611 000 000 F CFA.

Tableau 1: Récapitulatif des coûts estimatifs des activités par axe stratégique (en milliers FCFA)

Activités	2018	2019	2020	Total	En %
Axe 1: Promotion de la primauté du droit	5 000	363 000	423 000	791 000	19,10
Axe 2: Promotion de la transparence et de la	10 000	200 000	140 000	350 000	8,45

responsabilité					
Axe 3 : Renforcement de la participation et de l'équité	0	515 000	610 000	1 145 000	27,65
Axe 4 : Lutte contre la corruption et promotion de la performance	20 000	677 000	547 000	1 244 000	30,04
Axe 5 : Pilotage de la stratégie	137 000	252 000	222 000	611 000	14,75
TOTAUX (coût)	172 000	2 007 000	1 942 000	4 141 000	100
TOTAUX (en %)	4,17	48,70	47,12	100	

V. HYPOTHESES/RISQUES ET PLAN DE MITIGATION

Pour le succès de la stratégie, il est nécessaire d'adopter une approche pragmatique. Cela passe par la prise en compte de toutes les contraintes de réalisation qui peuvent survenir, en intégrant un plan de gestion pour y faire face. Ainsi, plusieurs risques ont été identifiés avec des pistes de mitigations.

V.1. INSTABILITÉ POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE

Le Burkina Faso a connu ces dernières années de nombreuses crises socio-politiques, notamment les mutineries de février 2011, l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et le coup d'Etat manqué de septembre 2015. Ces crises ont montré la fragilité des institutions étatiques et ont mis en mal la cohésion sociale.

Les risques d'effritement des valeurs de cohésion sociale, de solidarité et du vouloir vivre ensemble sont bien réels et constituent une menace pour la stabilité politique et la bonne marche des institutions républicaines chargées de réguler la vie politique nationale.

A cette menace s'ajoute celle liée à la fusion et à la scission des institutions. En effet, le Burkina Faso connaît régulièrement des cas de réaménagements institutionnels qui ne permettent pas de stabiliser la maquette des programmes budgétaires de l'Etat. Toute chose qui entrave l'efficacité dans la conduite de l'action publique.

La résolution de la problématique de l'instabilité politique et institutionnelle passe par le renforcement de la cohésion sociale. Il faut susciter chez les Burkinabè la volonté de vivre ensemble. La volonté des autorités politiques d'aller à la réconciliation nationale et de renforcer le dialogue est l'expression de signaux qui devraient renforcer la cohésion nationale.

En outre, la mise en place d'institutions fortes, pérennes et l'adoption d'un texte sur les secteurs de planification contribueront à réduire le problème d'instabilité institutionnelle.

V.2. NON ADHÉSION DES ACTEURS

Les politiques de développement ne se sont pas toujours suffisamment appuyées sur une stratégie adéquate de communication. Pourtant, l'adhésion des populations aux politiques nationale, régionale et sectorielle est la principale clé de succès. L'appropriation de la Stratégie nationale de promotion de la bonne gouvernance demeure une question à résoudre avec toute la diligence souhaitée afin de renforcer les actions de responsabilisation et la participation.

Cette adhésion des acteurs à la stratégie peut être obtenue par la crédibilité des acteurs politiques et une bonne communication autour de cette stratégie. L'adhésion des acteurs s'obtient également par un leadership fort de la SNPG. Pour cela, il faut une implication des plus hautes autorités du pays.

V.3. INCERTITUDE DU FINANCEMENT

Le Burkina Faso, malgré la raréfaction des ressources au plan international, continue de recevoir un flux important d'aides financières. Toutefois, l'on observe une capacité d'absorption limitée de cette aide. Si des améliorations conséquentes ne sont pas apportées à la capacité du pays à utiliser cette assistance, il y a lieu de craindre une restriction à terme. En outre, il importe aussi de relever le faible niveau de financement interne.

Pour le financement de la SNPG, il faudrait d'abord compter sur le financement interne. Toutefois, pour accroître la mobilisation des ressources on pourrait organiser des tables rondes des bailleurs de fonds.

V.4. INSÉCURITÉ

Le Burkina Faso a été secoué ces dernières années par des attentats terroristes. Les attaques de Samorogouan, l'attentat de janvier 2016 à Splendid hôtel, les attaques d'Intagom en octobre 2016 et celles vécues à Nassoumbou en décembre 2016 ainsi que les récentes attaques en 2017 au nord et dans la capitale du pays sont l'illustration de la montée de la violence qui fait peser des menaces sur le développement du pays. La menace terroriste entraîne la réticence des investisseurs étrangers ; ce qui pourrait mettre en mal l'économie du pays.

En outre, les différentes économies entretiennent de fortes relations d'interdépendance, qui sont en même temps des vecteurs de propagation de chocs internes et externes d'une économie donnée sur les autres. Les crises politiques qui ont secoué la Côte d'Ivoire en 2002 puis en 2010, sont l'illustration de la grande dépendance de la situation socio-économique du Burkina Faso et de la stabilité politique régionale.

L'insécurité et le terrorisme trouvent des terreaux fertiles dans l'ignorance, la pauvreté et l'injustice. Pour faire face à ces menaces, l'approche doit être multidimensionnelle. Il faudrait :

- intensifier la communication à l'endroit de la jeunesse pour l'éloigner de l'extrémisme ;
- résoudre la question d'emploi des jeunes ;
- renforcer les capacités opérationnelles des forces de défenses et de sécurité ;
- renforcer la coopération régionale et internationale en matière de sécurité ;
- réaffirmer le caractère laïc de l'Etat ;
- lutter contre toutes les formes de fondamentalisme ;
- etc.

V.5. PERSISTANCE DE L'INCIVISME

La période post-insurrectionnelle au Burkina Faso est marquée par une amplification du phénomène de l'incivisme, fragilisant du coup la nouvelle ère démocratique qu'elle devrait susciter. Il concerne en majorité les jeunes.

Considéré comme toute pratique contraire aux normes sociales, aux dispositions légales et réglementaires qui régissent l'Etat, l'incivisme est devenu un phénomène inquiétant. Sa montée pourrait s'expliquer par l'ignorance, la pauvreté grandissante, l'impunité, l'effritement de l'autorité de l'Etat et la rupture de confiance entre les institutions de la république et les citoyens.

En effet, l'on assiste de plus en plus à des mouvements d'humeur de la population qui se traduisant par des actes de violences, la destruction des biens, le non-respect du code de la circulation routière, le vandalisme, la corruption et la tendance à recourir à la justice privée, c'est-à-dire à se rendre justice soi-même au mépris des institutions et des lois en vigueur.

Le phénomène grandissant de l'incivisme au Burkina Faso pourrait déboucher à terme sur un conflit social.

Au regard de la persistance de l'incivisme et des conséquences qui pourraient en découler, les mesures adéquates entre autres doivent être prises :

- Réinstaurer l'éducation civique à l'école primaire et au lycée en mettant l'accent sur les valeurs morales et le respect des symboles de l'Etat ;
- Renforcer les capacités des agents des forces de l'ordre et de la sécurité ;
- Renforcer la confiance entre les citoyens et les institutions ;
- Rendre crédible et accessible la justice pour prévenir les justices privées.

VI. PLAN D' ACTIONS ET DE FINANCEMENT (2018 – 2020) (en milliers FCFA)

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structur es respons ables/pa rtenaire s	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
1.1.3.1.											

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables/partenaires	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)				Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020		2018	2019	2020			
1.1.1.2	Activité 2: Evaluer annuellement les actions de communication menées sur les dossiers judiciaires	MJDHPC/SP-MABG	Nombre de rapport d'évaluation		X	X			3 000	3 000		6 000	Etat, PTF
1.1.2	Action 2: Renforcement de la liberté d'opinion/ d'expression		Indicateur de l'action 2: Niveau de perception des libertés fondamentales				0		70 000	90 000		160 000	
1.1.2.1	Activité 1: Organiser un forum annuel sur la liberté d'expression	SP-MABG/MCRP/CS	Nombre de forum organisé		X	X			50 000	50 000		100 000	Etat, PTF
1.1.2.2	Activité 2: Faire annuellement un rapport sur l'état des émissions en matière de liberté d'expression et de libre opinion	SP-MABG/MCRP/CS	Disponibilité du rapport		X	X			20 000	20 000		40 000	Etat, PTF
1.1.2.3	Activité 3: Mener une étude d'impact des espaces d'expression	SP-MABG/MCRP/CSC	Disponibilité du rapport d'étude d'impact			X				20 000		20 000	Etat, PTF
1.1.3	Action 3: Renforcement des capacités des différents pouvoirs sur l'équilibre des pouvoirs		Indicateur de l'action 3: Niveau de perception de l'équilibre des pouvoirs				0		80 000	80 000		160 000	

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structur es respons ables/pa rtenaire s	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
1.1.3.1	Activité 1: Organiser un séminaire annuel sur la capacitation des membres de l'exécutif	SP-MABC/PM	Disponibilité du rapport du séminaire		X	X		20 000	20 000	40 000	Etat PTF
1.1.3.2	Activité 2: Organiser un séminaire annuel sur la capacitation des membres du législatif	SP-MABC/AN	Disponibilité du rapport du séminaire		X	X		20 000	20 000	40 000	Etat PTF
1.1.3.3	Activité 3: Organiser un séminaire annuel sur la capacitation des membres du pouvoir judiciaire	SP-MABC/S P-CSM	Disponibilité du rapport du séminaire		X	X		20 000	20 000	40 000	Etat PTF
1.1.3.4	Activité 4: Organiser semestriellement un atelier d'échanges et d'appropriation des lois portant sur le fonctionnement de l'administration	SP-MABC	Nombre d'ateliers		X	X		20 000	20 000	40 000	Etat, PTF
	Indicateur : Niveau de satisfaction de la population sur l'accès à la justice										
	Résultat : La population a un meilleur accès à la justice										

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables / partenaires	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)				Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020		2018	2019	2020			
1.2.1	Action 1: Amélioration de l'accès physique, financier et psychologique à la justice		Indicateur de l'action 1: Rayon moyen d'accès à un TGI, Proportion des justiciables assistés par le fonds d'assistance judiciaire					5 000	25 000	25 000		55 000	
1.2.1.1	Activité 1: Evaluer annuellement la fréquentation des tribunaux par la population pour la résolution des litiges	SP-MABG/MJDHPC,	Disponibilité des rapports d'évaluation		X	X			10 000	10 000		20 000	Etat, PTF
1.2.1.2	Activité 2: Mener annuellement un plaidoyer pour l'augmentation des ressources du fonds d'assistance judiciaire	MJDHPC/SP-MABG	Disponibilité des rapports de plaidoyer	X	X	X		5 000	5 000	5 000		15 000	Etat, PTF
1.2.1.3	Activité 3: Evaluer annuellement l'accessibilité au fonds d'assistance judiciaire	MJDHPC/SP-MABG	Disponibilité des rapports d'évaluation		X	X			10 000	10 000		20 000	Etat, PTF
1.2.2	Action 2: Amélioration du fonctionnement des juridictions		Indicateur de l'action 2: Délais de traitement des affaires civiles, commerciales et pénales					0	0	25 000		25 000	
1.2.2.1	Activité 1: Evaluer la mise en œuvre du plan d'actions du pacte national pour le	MJDHPC	Disponibilité du rapport d'évaluation			X				15 000		15 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables / partenaires	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)				Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020		2018	2019	2020			
	renouveau de la justice (PA/PNRJ)												
1.2.2.2	Activité 2: Elaborer un rapport de la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation du PA/PNRJ	MJDHPC/ SP-MABG	Disponibilité du rapport d'évaluation des recommandations			X				10 000	10 000		Etat, PTF
	Indicateur : Taux des engagements sous régionaux et internationaux respectés												
	Résultat : Les engagements sous régionaux et internationaux sont respectés												
1.3.1	Action 1: Sensibilisation des acteurs régionaux et internationaux			Indicateur de l'action 1: Proportion de groupes d'acteurs sensibilisés au respect des engagements				0	25 000	25 000	50 000		
1.3.1.1	Activité 1: Réaliser annuellement un atelier de communication sur les engagements pris par le Burkina Faso	MAEC-BE/Tout ministère /SP-MABG	Disponibilité du rapport de l'atelier de communication		X	X			5 000	5 000	10 000		Etat/PT F

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structur es respons ables/pa rtenaire s	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
1.3.1.2	Activité 2 : Evaluer les actions de sensibilisation sur le respect des engagements pris	Tous ministères et institutions/OSC/SP-MABG	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X		20 000	20 000	40 000	Etat/PT F
1.3.2	Action 2 : Suivre de la mise en œuvre des engagements sous régionaux et internationaux		Indicateur de l'action 2-Taux de mise en œuvre des engagements				0	50 000	50 000	100 000	
1.3.2.1	Activité 1 : Evaluer annuellement la mise en œuvre des recommandations du plan d'actions de l'examen périodique universel (EPU)	MJDHPC	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X		20 000	20 000	40 000	Etat/PT F
1.3.2.2	Activité 2 : Apporter un appui à la création d'une base de données des engagements pris	MAEC-BE/SP-MABG	Taux de décaissements		X	X		20 000	20 000	40 000	Etat/PT F
1.3.2.3	Activité 3 : Evaluer la régularité de la production des rapports sectoriels sur la mise en œuvre des engagements	SP-MABG/M AEC-BE	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X		10 000	10 000	20 000	Etat/PT F

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structur es respons ables/pa rtenaire s	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
1.3.2.4	Activité 4 : Evaluer l'état de mise en œuvre des engagements pris	MAEC-BE/OSC	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X		5 000	5 000	10 000	Etat/PT F
1.3.3	Action 3 : Renforcement de la capacité de négociation des acteurs et conventions sous régionaux et internationaux		Indicateur de l'action 3: Proportion de groupes d'acteurs formés sur les techniques de négociation				0	15 000	15 000	30 000	
1.3.3.1	Activité 1: Organiser annuellement un séminaire de formation sur les stratégies de négociation des accords et conventions internationaux	MAEC-BE/MINE FID	Nombre de séminaires de formation organisé		X	X		15 000	15 000	30 000	Etat, PTF
Indicateur : Indice de perception de la sécurité											
Résultat : La gouvernance au sein des forces de défense et de sécurité est renforcée											
1.4.1	Action 1 : Le renforcement de la sécurité		Indicateur de l'action 1: Nombre de plaintes liées à l'insécurité enregistrées par an				0	40 000	40 000	80 000	

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structures responsables/partenaires	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
1.4.1.1	Activité 1 : Elaborer un rapport annuel sur l'évolution des infractions	SP- MABG/M DNAC	Disponibilité du rapport sur l'évaluation des infractions		X	X		20 000	20 000	40 000	Etat, PTF
1.4.1.2	Activité 2 : Mener un sondage sur la participation communautaire à la mise œuvre de la police de proximité	SP- MABG/M Sécurité	Disponibilité du rapport		X	X		20 000	20 000	40 000	Etat, PTF
1.4.2	Action 2 : Renforcement de l'équipement et de la technologie						0	35 000	50 000	85 000	
1.4.2.1	Activité 1 : Evaluer le niveau de civisme des FDS	SP- MABG/M DNAC	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X		20 000	20 000	40 000	Etat, PTF
1.4.2.2	Activité 2 : Mener une étude sur la perception de la corruption au sein des forces de défense et de sécurité	SP- MABG/M Sécurité/ MDNAC	Disponibilité du rapport de l'étude			X			15 000	15 000	Etat, PTF
1.4.2.3	Activité 3 : Evaluer les rapports entre l'armée et les autres composantes de la société	SPMABG /MDNAC	Disponibilité du rapport de l'évaluation		X	X		15 000	15 000	30 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structur es respons ables/pa rtenaire s	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de finance ment
				2018	2019	2020	2018	2019	2020			
OBJECTIF STRATEGIQUE 2: Promouvoir la transparence et la responsabilité												
	Indicateur objectif stratégique: Niveau de satisfaction des citoyens sur la transparence et la responsabilité											
Indicateur : Niveau de satisfaction des citoyens sur la transparence dans les actions de développement												
	Résultat: La transparence dans la gestion des actions de développement est améliorée											
2.1.1	Action 1 : Amélioration de l'accès à l'information des citoyens		Indicateur de l'action 1: Niveau de satisfaction des citoyens sur l'accessibilité de l'information				10 000	50 000	30 000	90 000		
2.1.1.1	Activité 1: Diffuser une fois par semestre un spot de sensibilisation sur la loi n°61-2015/CNT portant droit d'accès à l'information publique et aux documents administratifs	SP-MABG	Nombre de diffusion du spot	X	X	X	10 000	10 000	10 000	30 000	Etat, PTF	

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structur es respons ables/pa rtenaire s	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de finance ment
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
2.1.1.2	Activité 2: Adopter les textes d'application de la loi n°51-2015/CNT portant droit d'accès à l'information publique et aux documents administratifs	MCRP	Disponibilité des textes d'application		X					0	Etat, PTF
2.1.1.3	Activité 3 : Produire annuellement un rapport sur l'existence des guides de formalités administratives et des manuels de procédures par fonction au sein des ministères	SP-MABG	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X		10 000	10 000	20 000	Etat, PTF
2.1.1.4	Activité 4 : Elaborer un guide type de fonctionnement des services d'accueil des ministères	SP-MABG	Disponibilité du guide		X			10 000		10 000	Etat, PTF
2.1.1.5	Activité 5 : Diffuser le guide type de fonctionnement des services d'accueil des ministères	SP-MABG	Proportion des ministères couverts		X			10 000		10 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables/partenaires	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
2.2.1	Action 1: Amélioration de la redevabilité des responsables administratifs et politiques		Indicateur de l'action 1: Proportion des structures ayant mené une action de redevabilité				0	20 000	10 000	30 000	
2.2.1.1	Activité 1: Organiser une rencontre annuelle de réflexion sur la reddition des comptes de la gestion publique à l'endroit des citoyens	SP-MABG	Disponibilité du rapport de la rencontre	X				10 000		10 000	Etat, PTF
2.2.1.2	Activité 2: Evaluer la mise en œuvre effective des actions de redevabilité	SP-MABG	Disponibilité du rapport d'évaluation	X	X			10 000	10 000	20 000	Etat, PTF
2.2.2	Action 2: Amélioration de la citoyenneté responsable		Indicateur de l'action 2: Indice de citoyenneté responsable				0	40 000	40 000	80 000	
2.2.2.1	Activité 1 : Réaliser annuellement une émission de sensibilisation de la population sur la citoyenneté responsable	MJDHPC/MFPPTS	Nombre d'émissions	X	X			20 000	20 000	40 000	Etat, PTF
2.2.2.2	Activité 2: Organiser annuellement un atelier d'échanges sur le comportement incivique avec les	SP-MABG/MJDHPC, OSC	Nombre d'acteurs touchés	X	X			20 000	20 000	40 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structur es respons ables/pa rtenaire s	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)				Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020		2018	2019	2020			
	leaders des groupes spécifiques												
2.2.3	Action 3 : Amélioration de l'application des recommandations administratives des contrôles		Indicateur de l'action 3: Proportion des recommandations administratives mises en œuvre				0		20 000	10 000		30 000	
2.2.3.1	Activité 1 : Réaliser une étude sur le fonctionnement des conseils de discipline	MFPTPS	Disponibilité du rapport d'étude		X				10 000			10 000	Etat, PTF
2.2.3.2	Activité 2 : Evaluer annuellement l'état de mise en œuvre des recommandations administratives issues des contrôles	MFPTPS	Proportion des recommandations administratives mises en œuvre		X	X			10 000	10 000		20 000	Etat, PTF
2.2.4	Action 4 : Amélioration de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises		Indicateur de l'action 4: Proportion des entreprises respectant leurs obligations sociales et environnementales				0		20 000	20 000		40 000	
2.2.4.1	Activité 1 : Organiser deux rencontres sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises	MFPTPS/ MICA/M EEVCC	Nombre de rencontres organisées		X	X			10 000	10 000		20 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structur es respons ables/pa rtenaires	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
	entreprises (RSE)										
2.2.4.2	Activité 2: Evaluer annuellement la prise en compte de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises	SP-MABG	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X		10 000	10 000	20 000	Etat, PTF
Objectif stratégique 3: Renforcer la participation et l'équité											
	Indicateur objectif stratégique: Niveau de perception des citoyens sur leur participation aux actions de développement et sur l'équité										
	Indicateur : Indice de participation des citoyens aux actions de développement										
	Résultat : La participation des citoyens aux actions de développement est améliorée										

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structures responsables/partenaires	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
3.1.1	Action 1: Renforcement des capacités des citoyens et des OSC pour leur participation à la gestion des affaires publiques		Indicateur 1 de l'action 1: Nombre de rapports alternatifs produits par les OSC Indicateur 2 de l'action 1: Proportion d'OSC formée				0	215 000	180 000	395 000	
	Activité 1: Former les OSC sur les techniques de participation aux fora	MATD	Nombre d'OSC touchées par la formation	X	X			40 000	40 000	80 000	Etat, PTF
3.1.1.1	Activité 2: Apporter un appui financier aux OSC pour leur participation aux fora	SP/MAB G	Taux de décaissement	X	X			40 000	40 000	80 000	Etat, PTF
3.1.1.2	Activité 3 : Apporter un appui financier à la mise à jour de la base de données informatisée des OSC	SP/MAB G	Taux de décaissement	X	X			20 000	20 000	40 000	Etat, PTF
3.1.1.3	Activité 4: Evaluer l'état de mise en œuvre des recommandations des fora (Etat/OSC, Etat/jeunes, Etat/religieux et coutumiers,	MATD	Disponibilité du rapport d'évaluation	X				20 000		20 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables / partenaires	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
	Etat/femmes)										
3.1.1.4	Activité 5 : Organiser annuellement un atelier de formation et de sensibilisation sur les principes de bonne gouvernance à l'endroit des OSC et des citoyens	SP/MAB C	Disponibilité du rapport de l'atelier		X	X		80 000	80 000	160 000	Etat, PTF
3.1.1.5	Activité 6 : Mener une étude sur la participation des jeunes et des femmes à la vie de la nation	MJFIP/M FSNF	Disponibilité du rapport d'étude		X			15 000		15 000	Etat, PTF
3.1.2	Action 2: Renforcement de la participation des acteurs au développement local		Indicateur de l'action 2: Taux de recouvrement des recettes locales			0		100 000	80 000	180 000	
3.1.2.1	Activité 1 : Evaluer le niveau d'appropriation des nouveaux textes/référentiels de la décentralisation	MATD	Disponibilité du rapport d'évaluation			X			20 000	20 000	Etat, PTF
3.1.2.2	Activité 2 : Evaluer le degré de civisme (fiscal et la citoyenneté	MJDHPC, MATD	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X		50 000	50 000	100 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structur es respons ables/pa rtenaire s	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
	responsable) des acteurs locaux										
3.1.2.3	Activité 3 : Evaluer la part des marchés publics exécutés au niveau des collectivités territoriales	MATD	Disponibilité du rapport d'évaluation		X			40 000		40 000	Etat, PTF
3.1.2.4	Activité 4 : Appuyer à l'organisation d'un atelier d'échanges sur l'opérationnalisation des agences régionales de développement	MATD	Disponibilité du rapport de l'atelier		X			10 000	10 000	20 000	Etat, PTF
3.1.3	Action 3 : Renforcement de la participation des collectivités aux processus électoraux		Indicateur de l'action 3: Taux de participation aux élections				0	5 000	50 000	55 000	
3.1.3.1	Activité 1: Organiser une rencontre multi acteurs sur la participation des femmes en politique	MFSNF	Disponibilité du rapport de la rencontre		X			5 000		5 000	Etat, PTF
3.1.3.2	Activité 2 : Apporter un appui financier à l'organisation de tournées de sensibilisation sur le	CENI	Taux de décaissement			X			50 000	50 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structur es respons ables/pa rtenaires	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
	processus électoral dans les pays abritant une forte communauté burkinabè										
3.1.4	Action 4: Amélioration de la participation des burkinabè de l'extérieur au développement du pays		Indicateur de l'action 4: Taux de croissance du volume de transfert venant des burkinabè résidant à l'extérieur				0	0	100 000	100 000	
3.1.4.1	Activité 1: Mener une étude sur le rôle des représentations diplomatiques à l'incitation de la participation des burkinabè de l'extérieur au développement du pays	MAEC-BE	Disponibilité du rapport d'étude			X			100 000	100 000	Etat, PTF
3.1.5	Action 5: Renforcement de la coopération des cadres de promotion de dialogue		Indicateur de l'action 5: Taux de fonctionnalité des cadres de promotion de dialogue						100 000	50 000	
3.1.5.1	Activité 1: Mener une étude d'évaluation des cadres de concertation et de dialogue	SP/MAB G	Disponibilité du rapport d'étude		X				50 000		Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structur es respons ables/pa rtenaire s	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)				Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020		2018	2019	2020			
3.1.5.2	Activité 2 : Former les membres des cadres de concertation et de dialogue sur le thème de la bonne gouvernance	SP/MAB G	Nombre de cadres de dialogue et de concertation formés		X	X			50 000	80 000		100 000	Etat, PTF
Indicateur : Niveau de satisfaction des citoyens sur l'équité													
Résultat: Les inégalités sont réduites													
3.2.1	Action 1 : Accès équitable aux opportunités d'emplois et de création de richesses		Indicateur de l'action 1: Nombre de mesures prises liées à l'accès aux opportunités d'emplois et de création de richesses				0		40 000	0		40 000	
3.2.1.1	Activité 1 : Evaluer le niveau d'accès des femmes à la terre	MFSNF	Disponibilité du rapport		X				20 000			20 000	Etat, PTF
3.2.1.2	Activité 2: Mener une étude sur le niveau d'accès équitable des groupes spécifiques aux opportunités d'emplois et de création de richesses	MJFPE, MFPTPS	Disponibilité du rapport d'étude		X				20 000			20 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables/partenaires	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)				Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020		2018	2019	2020			
3.2.2	Aktion 2 : Traitement équitable dans la motivation des agents publics		Indicateur de l'action 2: Niveau de satisfaction des agents publics				0		25 000	10 000		35 000	
3.2.2.1	Activité 1 : Mener une étude sur l'équité dans le système de motivation des agents publics	MFP/TPS	Disponibilité du rapport d'étude		X				25000			25 000	Etat, PTF
3.2.2.2	Activité 2: Evaluer la mise en œuvre des recommandations de l'étude sur l'équité dans le système de motivation des agents publics	MFP/TPS	Disponibilité du rapport d'évaluation			X				10 000		10 000	Etat, PTF
3.2.3	Aktion 3: Renforcement de l'accès équitable aux services sociaux de base		Indicateur de l'action 3: - Indice de parité au niveau scolaire, - Niveau de satisfaction des personnes vulnérables				0		10 000	10 000		20 000	
3.2.3.1	Activité 1: Mener une étude sur l'accès des personnes vulnérables aux services sociaux de base	MFS/NF	Disponibilité du rapport d'étude		X				10 000			10 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structur es respons ables/pa rtenaire s	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
3.2.3.2	Activité 2: Evaluer la mise en œuvre des recommandations de l'étude sur l'accès des personnes vulnérables aux services sociaux de base	MFSNF/ MFPTPS	Disponibilité du rapport d'évaluation			X			10 000	10 000	Etat, PTF
3.2.4	Action 4 : Répartition équitable des ressources pour réduire les disparités régionales			Indicateur de l'action 4: Indice de disparités régionales			0	20 000	130 000	170 000	
3.2.4.1	Activité 1: Evaluer la prise en compte du Schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire dans les instruments de planification	SP- MABG/M INEFD	Disponibilité du rapport d'évaluation			X			50 000	50 000	Etat, PTF
3.2.4.2	Activité 2 : Evaluer la mise en œuvre de la Stratégie nationale de déconcentration administrative	SP/MAB G, MATD	Disponibilité du rapport d'évaluation		X			20 000		20 000	Etat, PTF
3.2.4.3	Activité 3 : Evaluer la prise en compte des recommandations issues de l'évaluation	MATD, SP/MAB G	Disponibilité du rapport d'évaluation			X			80 000	80 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structures responsables	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
	de la Stratégie nationale de déconcentration administrative										
3.2.4.4	Activité 4 : Accompagner l'évaluation de la Stratégie nationale d'organisation et d'administration du territoire (SNOAT)	MATD	Taux de décaissement			X			20 000	20 000	
PROJET DE LOI N° 100 (2017-2018) - PROMOTION DE LA CORRUPTION											
	Objectif stratégique 4: Lutter contre la corruption et promouvoir une culture d'efficacité et d'efficience dans la gestion des affaires publiques										
	Indicateur objectif stratégique: Niveau d'appréciation de la lutte contre la corruption et promotion de la performance										
PROJET DE LOI N° 100 (2017-2018) - PROMOTION DE LA CORRUPTION											
	Indicateur : Indice de perception de la corruption de Transparency International, niveau de perception de la corruption										

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structures responsables	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020			
Résultat : La pratique de la corruption est réduite												
4.1.1	Action 1: Education, information et sensibilisation des citoyens sur les méfaits et le dispositif de prévention et de répression de la corruption		Indicateurs de l'action 1: Niveau de connaissance des méfaits de la corruption par les citoyens, Niveau de connaissance du dispositif de lutte contre la corruption par les citoyens				0	100 000	100 000	200 000	Etat, PTF	
4.1.1.1	Activité 1 : Organiser annuellement deux ateliers de vulgarisation du dispositif réglementaire international et national en matière de lutte contre la corruption à l'intention des usagers et des agents publics	SP- MABG/A SCE- LC/REN- LAC/ autres OSC	Nombre d'ateliers	X	X			20 000	20 000	40 000	Etat, PTF	
4.1.1.2	Activité 2 : Organiser des campagnes de sensibilisation (2 conférences et 2 spots) dans les universités, les établissements scolaires et les écoles et centres de formation	SP- MABG/A SCE- LC/REN- LAC/ autres OSC	Nombre de campagnes	X	X			50 000	50 000	100 000	Etat, PTF	

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables / partenaires	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)				Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020		2018	2019	2020			
	professionnelle sur la corruption												
4.1.1.3	Activité 3: Organiser annuellement trois émissions interactives d'éducation et de sensibilisation dans les médias	SP-MABG/A SCE-LC/RENLC AC	Nombre d'émissions		X	X			30 000	30 000		60 000	Etat, PTF
4.1.2	Action 2: Suivre des actions de lutte contre la corruption		Indicateurs de l'action 2: Proportion des recommandations de l'ASCE-LC mises en œuvre, proportion des dossiers de corruption et de malversations jugés					0	110 000	60 000		170 000	
4.1.2.1	Activité 1: Mener une étude sur la prise en compte des recommandations des structures de contrôle (ASCE-LC, IGF, Cour des comptes, ITS, CENTIF)	SP-MABG, structures de contrôle	Disponibilité du rapport d'étude			X				50 000		50 000	Etat, PTF
4.1.2.2	Activité 2: Evaluer annuellement l'application effective	MJDHPC	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X			10 000	10 000		20 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
	des sanctions judiciaires prononcées en matière de corruption										
4.1.2.3	Activité 3 : Organiser les assises nationales sur la corruption	Primature/MFPTP S/ASCE-LC/REN/LAC/ autres OSC	Disponibilité du rapport des assises nationales		X			100 000		100 000	Etat, PTF
	Indicateur : Proportion des ministères et institutions publiques performants, Niveau de satisfaction des usagers du service public										
	Résultat: La performance des structures publiques est accrue										
4.2.1	Action 1: Gestion rationnelle des ressources humaines de la fonction publique		Indicateurs de l'action 1: Proportion des postes convenablement occupés, Proportion des ministères et institutions disposant d'outils modernes de gestion des RH	0			0	15 000	5 000	20 000	
4.2.1.1	Activité 1 : Evaluer l'état de mise en œuvre des outils	MFPTP	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X		5 000	5 000	10 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structures responsables/partenaires	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020		2018	2019	2020		
	(TPEE, TB, manuel de procédures et des postes de travail) dans les ministères et institutions											
4.2.1.2	Activité 2: Evaluer l'état d'occupation des postes de travail dans l'administration publique	MFPTPS	Disponibilité du rapport d'évaluation		X				10 000		10 000	Etat, PTF
4.2.2	Action 2: Optimisation de la gestion des ressources matérielles		Indicateur de l'action 2: Niveau de satisfaction des agents publics de la gestion du matériel					0	100 000	100 000	200 000	
4.2.2.1	Activité 1 : Apporter un appui financier au déploiement du logiciel de la comptabilité matière dans tous les ministères et institutions	SP-MABG	Taux de décaissement		X	X			50 000	50 000	100 000	Etat, PTF
4.2.2.2	Activité 2 : Organiser annuellement une émission d'information et de sensibilisation sur l'utilisation rationnelle du matériel de l'Etat au	MINEFID	Nombre d'émissions, d'informations et de sensibilisations		X	X			25 000	25 000	50 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
	profit des agents publics										
4.2.2.3	Activité 3: Apporter un appui financier pour la vulgarisation des outils et normes de gestion rationnelle du matériel de l'Etat	SP-MABG	Taux de décaissement	X	X	X		25 000	25 000	50 000	Etat, PTF
4.2.3	Action 3: Amélioration de la conception des politiques publiques		Indicateur de l'action 3: Proportion de politiques publiques validées par la CNPD	0			0	110 000	100 000	210 000	
4.2.3.1	Activité 1 : Apporter un appui financier pour l'élaboration du guide d'évaluation des politiques publiques	SP-MABG	Taux de décaissement		X			10 000		10 000	Etat, PTF
4.2.3.2	Activité 2 : Apporter un appui financier aux ministères dans l'élaboration des plans ministériels en cohérence avec le PNDES	SP-MABG	Taux de décaissement		X	X		50 000	50 000	100 000	Etat, PTF
4.2.3.3	Activité 3 : Apporter un appui financier aux	SP-MABG	Taux de décaissement		X	X		50 000	50 000	100 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020		2018	2019	2020		
	ministères dans l'évaluation des politiques sectorielles avec le PNDES											
4.2.4	Action 4 : Promotion de la gouvernance		Indicateur de l'action 4: Degré de pénétration des TIC dans l'administration publique					0	105 000	45 000	150 000	
4.2.4.1	Activité 1 : Evaluer le niveau de fonctionnalité du RESINA sur tout le territoire national	MFPTPS, MDENP	Disponibilité du rapport d'évaluation		X				50 000		50 000	Etat, PTF
4.2.4.2	Activité 2 : Evaluer l'état de mise en œuvre des services en lignes des ministères et institutions	MFPTPS, MDENP	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X			5 000	5 000	10 000	Etat, PTF
4.2.4.3	Activité 3 : Evaluer l'état de matérialisation des services publics	MFPTPS, MDENP	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X			20 000	10 000	30 000	Etat, PTF
4.2.4.4	Activité 4: Organiser annuellement une compétition sur le développement de logiciels pour des besoins spécifiques de	MFPTPS, MDENP	Nombre de logiciels en compétitions		X	X			20 000	20 000	40 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structures responsables / partenaires	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
	l'administration publique										
4.2.4.5	Activité 5 : Décerner un prix au meilleur site Web de l'administration publique lors de la Semaine nationale de l'informatique	MFPTPS, MDENP	Nombre de sites en compétition	X		X		10 000	10 000	20 000	Etat, PTF
4.2.5	Action 5 : Promotion d'une administration publique républicaine		Indicateur de l'action 5: Proportion de ministères disposant d'un comité d'éthique fonctionnel				20 000	137 000	137 000	294 000	
4.2.5.1	Activité 1 : Organiser annuellement deux (02) ateliers de formation sur les codes d'éthique et déontologie au profil des ministères et institutions	SP-MABG	Nombre d'ateliers		X	X		20 000	20 000	40 000	Etat, PTF
4.2.5.2	Activité 2: Evaluer annuellement l'état de mise en œuvre des codes d'éthiques et de déontologie	MFPTPS / ministères et institutions concernés	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X		15 000	15 000	30 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables / partenaires	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
4.2.5.3	Activité 3: Organiser treize (13) conférences publiques régionales sur le caractère républicain, la neutralité et la méritocratie dans l'administration publique	SP-MABG	Nombre de conférences publiques	X	X	X	20 000	20 000	20 000	60 000	Etat PTF
4.2.5.4	Activité 4: Organiser annuellement trois (03) émissions-radio de sensibilisation et d'information à l'endroit des agents publics sur les droits des usagers des services publics	SP-MABG	Nombre d'émissions réalisées		X	X		50 000	50 000	100 000	Etat, PTF
4.2.5.5	Activité 5: Doter les services d'accueil de chaque ministère d'un instrument d'enregistrement des plaintes et	SP-MABG	Proportion des ministères dotés d'instruments		X	X		2 000	2 000	4 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structures responsables/réseau	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
	dénonciations des usagers										
4.2.5.6	Activité 6: Evaluer annuellement le traitement et la suite accordée aux plaintes et dénonciations enregistrées dans les ministères	SP-MABG	Pourcentage de plaintes traitées		X	X		30 000	30 000	60 000	Etat, PTF
5.	5. AXES D'APPLIQUÉS DE LA STRATÉGIE										
5.1.	5.1. AXES D'APPLIQUÉS DE LA STRATÉGIE										
	Indicateur : Taux d'exécution physique/ taux d'exécution financière										
	Résultat: Les actions de la stratégie sont pilotées et coordonnées										
5.1.1	Action 1: Coordination et pilotage		Indicateur de l'action 1: Taux de fonctionnalité du dispositif de pilotage				5 000	30 000	30 000	65 000	
5.1.1.1	Activité 1 : Elaborer des textes d'opérationnalisation des organes de	SP-MABG	Nombre de textes	X			5 000			5 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables / partenaires	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020		2018	2019	2020		
	pilotage de la SNPG											
5.1.1.2	Activité 2 : Mettre en place les organes de pilotage de la SNPG	SP-MABG	Nombre d'organes fonctionnels	X							0	Etat, PTF
5.1.1.3	Activité 3 : Organiser les sessions des instances de pilotage de la SNPG (Comité de pilotage, commissions sectorielles)	SP-MABG	Nombre de sessions		X	X			30 000	30 000	60 000	Etat, PTF
5.1.1.4	Activité 4 : Assurer le fonctionnement courant SP-MABG	SP-MABG	Taux d'exécution financière de l'activité	X	X	X		12 000	12 000	12 000	36 000	Etat, PTF
5.1.2	Action 2: Planification, suivi, évaluation		Indicateur de l'action 2: Taux d'exécution physique / Taux d'exécution financière	50 000				50 000	50 000	80 000	180 000	
5.1.2.1	Activité 1: Elaborer un cadre de performance de suivi des indicateurs et le plan de suivi évaluation de la stratégie	SP-MABG	Disponibilité du cadre de performance	X				10 000			10 000	Etat, PTF
5.1.2.2	Activité 2 : Elaborer le plan d'actions triennal glissant	SP-MABG	Disponibilité du plan d'actions	X	X	X		10 000	10 000	10 000	30 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structures responsables/répondables	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
			triennal glissant								
5.1.2.3	Activité 3: Elaborer le plan de travail annuel	SP-MABG	Disponibilité du plan de travail annuel	X	X	X	10 000	10 000	10 000	30 000	Etat, PTF
5.1.2.4	Activité 4 : Evaluer annuellement la SNPG	SP-MABG	Disponibilité du rapport d'évaluation		X	X		10 000	10 000	20 000	Etat, PTF
5.1.2.5	Activité 5: Elaborer un rapport annuel sur l'état de la gouvernance	SP-MABG	Disponibilité du rapport annuel sur l'état de la gouvernance	X	X	X	20 000	20 000	20 000	60 000	Etat, PTF
5.1.2.6	Activité 6: Réaliser une évaluation triennale de la SNPG	SP-MABG	Disponibilité du rapport de l'évaluation			X			30 000	30 000	Etat, PTF
5.1.3	Action 3: Formation des acteurs chargés de la mise en œuvre de la stratégie		Indicateur de l'action 3: Proportion d'acteurs formés	30 000			70 000			170 000	
5.1.3.1	Activité 1 : Assurer des formations au profit du personnel du SP-MABG sur des thématiques spécifiques	SP-MABG	Nombre de personnes formées	X	X	X	30 000	30 000	30 000	90 000	Etat, PTF
5.1.3.2	Activité 2 : Organiser des sessions de	SP-MABG	Nombre de personnes		X	X		20 000	20 000	40 000	Etat, PTF

Code	Axes / objectifs / résultats / actions / activités	Structures responsables / partenaires	Indicateurs	Programmation physique				Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020		2018	2019	2020		
	formations des acteurs de la mise en œuvre de la SNPG		formées									
5.1.3.3	Activité 3 : Effectuer annuellement une mission de partage d'expériences	SP-MABG	Disponibilité du rapport de missions		X	X			20 000	20 000	40 000	Etat, PTF
5.1.4	Action 4 : Renforcement des capacités du SP-MABG		Indicateur de l'action 4: Proportion de matériels reçus					32 000	77 000	17 000	126 000	
5.1.4.1	Activité 1 : Acquérir un logiciel de suivi-évaluation de la SNPG	SP-MABG	Disponibilité du logiciel de suivi-évaluation	X				20 000			20 000	Etat, PTF
5.1.4.2	Activité 2: Acquérir un mini-bus	SP-MABG	Nombre de mini-bus		X				60 000		60 000	Etat, PTF
5.1.4.3	Activité 3: Acquérir du matériel informatique	SP-MABG	Nombre de matériels acquis		X	X			5 000	5 000	10 000	Etat, PTF
	Indicateur : Taux d'appropriation de la SNPG, Taux de mobilisation des ressources											
	Résultat : L'appropriation de la stratégie par les acteurs est effective, la mobilisation des ressources est effective											

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structures responsables / partenaires	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement	
				2018	2019	2020	2018	2019	2020			
5.2.1	Action 1 : Communication et information sur la stratégie		Indicateur de l'action 1: Taux de mise en œuvre de la stratégie de communication									
5.2.1.1	Activité 1: Elaborer un document de stratégie de communication de la SNPG	SP-MABG	Disponibilité du document de stratégie de communication	X				10 000			10 000	Etat, PTF
5.2.1.2	Activité 2 : Mettre en œuvre le plan de communication de la SNPG	SP-MABG	Taux d'exécution du plan de communication		X	X			10 000	10 000	20 000	Etat, PTF
5.2.1.3	Activité 3 : Organiser treize (13) campagnes régionales de dissémination du rapport sur l'état de la gouvernance	SP-MABG	Nombre de campagnes		X	X			10 000	10 000	20 000	Etat, PTF
5.2.2	Action 2 : Financement de la stratégie		Indicateur de l'action 2: Taux de mobilisation des ressources financières									
								10 000	5 000	5 000	20 000	

Code	Axes / objectifs / résultats/ actions / activités	Structures responsables	Indicateurs	Programmation physique			Programmation financière (en milliers)			Coût total (en milliers)	Source de financement
				2018	2019	2020	2018	2019	2020		
5.2.2.1	Activité 1 : Elaborer un document de stratégie de mobilisation des ressources	SP/MAB G	Disponibilité du document de stratégie de mobilisation	X			5 000			5 000	Etat, PTF
5.2.2.2	Activité 2 : Mettre en œuvre la stratégie de mobilisation des ressources	SP/MAB G	Taux de mobilisation des ressources	X	X	X	5 000	5 000	5 000	15 000	Etat, PTF

